

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.9
19 février 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 16 de l'ordre du jour

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA DEUXIEME DECENNIE
DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Algérie*, Brésil, Burundi, Cameroun*, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica,
Côte d'Ivoire*, Cuba, Espagne*, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie*,
Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana*,
Guatemala*, Guinée Bissau, Guinée équatoriale*, Haïti*, Indonésie,
Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Madagascar*, Maroc*,
Mauritanie, Mexique, Nigéria, Norvège*, Pakistan, Pérou,
République arabe syrienne*, République-Unie de Tanzanie*, Rwanda*,
Sénégal*, Soudan, Sri Lanka, Tunisie, Venezuela, Zaïre*,
Zambie et Zimbabwe* : projet de résolution

1993/... Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie
de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et
lancement d'une troisième décennie de la lutte contre le
le racisme et la discrimination raciale

La Commission des droits de l'homme,

Réaffirmant l'obligation qui incombe aux Etats, en vertu de la Charte
des Nations Unies, de promouvoir le respect universel et effectif des droits
de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race,

de sexe, de langue ou de religion,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur
des commissions techniques du Conseil économique et social.

Réaffirmant sa conviction que le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid sont la négation même des buts et principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Réaffirmant sa ferme intention et sa volonté résolue de parvenir à l'élimination totale et inconditionnelle du racisme sous toutes ses formes, de la discrimination raciale et de l'apartheid,

Rappelant sa résolution 1992/8 du 21 février 1992,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, et la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée le 14 décembre 1960 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale 3057 (XXVIII) du 2 novembre 1973, relative à la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et 38/14 du 22 novembre 1983, relative à la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Rappelant les deux Conférences mondiales de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenues à Genève en 1978 et en 1983,

Ayant à l'esprit le Rapport de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Convaincue que la deuxième Conférence mondiale a constitué une contribution effective de la communauté internationale à la réalisation des objectifs de la Décennie, grâce à l'adoption d'une déclaration et d'un programme d'action opérationnel pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Ayant présente à l'esprit la résolution 39/16 de l'Assemblée générale, en date du 23 novembre 1984, relative à la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, dans laquelle l'Assemblée a invité la Commission des droits de l'homme à continuer de faire preuve de vigilance pour identifier les situations existantes ou naissantes de racisme ou de discrimination raciale, à appeler l'attention sur celles qui seraient décelées et à suggérer les remèdes appropriés,

Tenant compte des mesures prises par les autorités sud-africaines en vue d'abroger ou de modifier les principales lois qui constituaient les fondements du système d'apartheid, ainsi que des progrès réalisés sur la voie de l'édification d'une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie,

Convaincue de la nécessité de prendre des mesures internationales soutenues en vue de l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale et de l'éradication totale de l'apartheid en Afrique du Sud,

Notant avec une vive préoccupation que, en dépit des efforts de la communauté internationale, deux Décennies de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'ont pas atteint leurs principaux objectifs et que des millions d'êtres humains continuent, de nos jours encore, d'être victimes de diverses formes de racisme, de discrimination raciale et d'apartheid,

Considérant qu'il importe, le cas échéant, de renforcer la législation et les institutions nationales ayant pour objet de promouvoir l'harmonie raciale,

Consciente de l'importance et de l'ampleur du phénomène des travailleurs migrants, ainsi que des efforts déployés par la communauté internationale pour améliorer la protection des droits fondamentaux des travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Rappelant l'adoption par l'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Réaffirmant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale à sa seizième session extraordinaire, le 14 décembre 1989, qui contient des lignes directrices concernant les moyens de mettre fin à l'apartheid,

Rappelant que dans sa résolution 1992/8, en date du 21 février 1992, elle a recommandé à l'Assemblée générale de prendre les mesures appropriées, en temps voulu, pour lancer une troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui commencerait en 1993,

Prenant note de la résolution 47/77 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1992, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'accorder la priorité la plus élevée aux activités du Programme d'action pour la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui visent à suivre la transformation du régime d'apartheid en une

société non raciste en Afrique du Sud et a invité la Commission des droits de l'homme, à sa quarante-neuvième session, à recommander des activités à entreprendre au cours de la troisième décennie,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1993/55),

1. Déclare que toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, notamment les formes institutionnalisées, telles que l'apartheid, ou celles qui découlent de doctrines officielles de supériorité ou d'exclusivité raciales, comptent parmi les violations les plus graves des droits de l'homme dans le monde contemporain et doivent être combattues par tous les moyens;

2. Félicite tous les Etats qui ont ratifié les instruments internationaux visant à lutter contre le racisme et la discrimination raciale ou y ont adhéré;

3. Lance un appel aux Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils envisagent de ratifier les instruments internationaux pertinents, d'y adhérer et de les mettre en oeuvre, en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée le 14 décembre 1960 par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

4. Exhorte tous les gouvernements à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre les nouvelles formes du racisme, en particulier en adaptant constamment les méthodes utilisées pour les combattre;

5. Invite tous les gouvernements et les organisations internationales et non gouvernementales à multiplier et à intensifier leurs activités de lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid et à accorder secours et assistance aux victimes de ces fléaux;

6. Prend note et se félicite des actions entreprises pour coordonner tous les programmes actuellement mis en oeuvre par les organismes des Nations Unies en vue de la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie et encourage le Coordonnateur de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à poursuivre ses efforts;

7. Prie le Secrétaire général de continuer à accorder une attention particulière à la situation des travailleurs migrants et des membres de leur famille et d'inclure régulièrement dans ses rapports des éléments d'information complets concernant ces travailleurs;

8. Prie également le Secrétaire général de poursuivre l'étude des effets de la discrimination raciale sur les enfants appartenant à des minorités et les enfants de travailleurs migrants, dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de l'emploi, et de soumettre, notamment, des recommandations concrètes sur la mise en oeuvre de mesures destinées à combattre les effets de cette discrimination;

9. Invite tous les Etats Membres à envisager de signer et de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ou d'y adhérer à titre prioritaire, pour que celle-ci puisse entrer bientôt en vigueur;

10. Prie le Secrétaire général de réviser et mettre au point le recueil de lois-cadres dont les gouvernements pourraient s'inspirer pour promulguer de nouvelles lois contre la discrimination raciale, compte tenu des observations formulées par les membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à ses quarantième et quarante et unième sessions, ainsi que d'en publier et diffuser le texte dans les meilleurs délais;

11. Invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à accélérer l'établissement des matériels et aides pédagogiques visant à promouvoir les activités d'enseignement, de formation et d'éducation sur les droits de l'homme et contre le racisme et la discrimination raciale, en mettant l'accent en particulier sur les activités au niveau de l'enseignement primaire et secondaire;

12. Regrette que la majeure partie des activités prévues pour la période 1992-1993 n'ait pas encore été appliquée, faute de ressources suffisantes;

13. Demande à la communauté internationale de fournir au Secrétaire général des ressources financières permettant une action efficace contre le racisme et la discrimination raciale;

14. Invite tous les gouvernements, les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, à participer pleinement aux activités prévues pour la période 1990-1993 qui n'ont pas encore été mises en oeuvre;

15. Considère que les contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale sont indispensables à la mise en application des programmes susmentionnés;

16. Lance un appel pressant, en conséquence, à tous les gouvernements, organisations et particuliers en mesure de le faire pour qu'ils versent des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale et, à cet effet, prie le Secrétaire général de continuer à prendre les contacts et les initiatives nécessaires pour encourager le versement de contributions;

17. Prend note du rapport du Secrétaire général (A/47/432) sur l'application du programme de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et le lancement d'une troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

18. Recommande que des activités telles que celles mentionnées dans le rapport du Secrétaire général soient entreprises au cours de la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et soient réexaminées à mi-parcours;

19. Prie le Secrétaire général d'accorder, lorsqu'il établira le projet de programme d'action pour la troisième décennie, la priorité la plus élevée aux activités visant à suivre la transformation du régime d'apartheid en une société non raciste en Afrique du Sud;

20. Invite les gouvernements à encourager de nouveaux changements positifs en Afrique du Sud sur la base des lignes directrices énoncées dans la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, en particulier en maintenant des pressions internationales efficaces et continues sur l'Afrique du Sud;

21. Recommande que les activités prévues pour la période 1992-1993, qui n'ont pas été appliquées faute de ressources suffisantes, soient inscrites dans le projet de programme d'action pour la troisième décennie en même temps que les autres activités proposées figurant dans l'annexe à la présente résolution et que la priorité la plus élevée leur soit accordée;

22. Décide d'examiner à sa cinquantième session, à titre de question hautement prioritaire, le projet de programme d'action pour la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

ANNEXE

ACTIVITES QU'IL EST RECOMMANDE D'INCLURE DANS LE PROJET DE
PROGRAMME D'ACTION POUR LA TROISIEME DECENNIE DE LA LUTTE
CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

I.

1. La Commission recommande les éléments de programme suivants proposés par le Secrétaire général au titre du projet de programme d'action pour la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1993-2003), tels qu'ils sont énoncés aux paragraphes 19 à 46 du rapport du Secrétaire général (A/47/432) :

"19. Il est suggéré de reprendre pour la troisième décennie les buts et objectifs adoptés par l'Assemblée générale pour la première Décennie et figurant dans l'annexe à la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée :

'Les fins visées par la Décennie consistent à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous, sans distinction d'aucune sorte fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, en particulier en éliminant les préjugés raciaux, le racisme et la discrimination raciale; à arrêter tout progrès des politiques racistes, à éliminer les politiques racistes invétérées et à empêcher la formation d'alliances fondées sur l'adhésion commune aux principes du racisme et de la discrimination raciale; à s'opposer à toutes politiques et pratiques aboutissant au renforcement des régimes racistes et contribuant au maintien du racisme et de la discrimination raciale; à identifier, dégager et dénoncer les croyances, les politiques et les pratiques erronées et fantaisistes qui contribuent au racisme et à la discrimination raciale; et à mettre fin aux régimes racistes.'

20. Les éléments proposés au titre du programme d'action pour la troisième décennie ont été élaborés en tenant compte du fait que les conditions économiques mondiales ont amené de nombreux Etats Membres à exiger des restrictions budgétaires qui, à leur tour, imposent d'étudier avec circonspection le nombre et le type des programmes d'action pouvant être envisagés actuellement. Le Secrétaire général a également tenu compte des suggestions pertinentes formulées par le Comité pour

Annexe

l'élimination de la discrimination raciale à sa quarante et unième session. Il est suggéré que les éléments présentés ci-après seraient à considérer comme essentiels au cas où les ressources nécessaires à leur mise en oeuvre seraient dégagées.

A. Lutte contre l'apartheid

21. Des signes d'évolution ont été récemment enregistrés en Afrique du Sud, notamment l'abolition de fondements juridiques de l'apartheid comme le Group Areas Act (loi sur l'habitat séparé), le Land Areas Act (loi sur l'occupation des terres) et le Population Registration Act (loi sur les catégories de population). Bien qu'il y ait des raisons d'espérer que l'Afrique du Sud soit en passe de rejoindre l'ensemble de la communauté internationale, il se peut que la période de transition soit difficile et dangereuse. Les féroces rivalités entre partis politiques et entre groupes ethniques ont déjà conduit à des effusions de sang.

22. Il sera nécessaire de remédier aux conséquences de l'apartheid en Afrique du Sud. La politique d'apartheid a entraîné l'utilisation des pouvoirs de l'Etat en vue d'accroître les inégalités entre les groupes raciaux. Le savoir et l'expérience de ceux qui, parmi les organismes internationaux s'occupant des droits de l'homme, traitent de la discrimination raciale pourraient jouer un rôle important dans la promotion de l'égalité.

23. L'Assemblée générale pourrait souhaiter étudier la meilleure manière de surveiller l'apartheid durant la période de transition et d'établir un mécanisme permettant de conseiller et d'aider les parties intéressées en vue de mettre fin à ce régime exécrationnel, non seulement en droit, mais aussi en fait. Il y aurait lieu d'invoquer la résolution 765 (1992) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil demande instamment aux autorités sud-africaines de faire cesser effectivement les violences et de traduire en justice les responsables.

24. L'Assemblée pourrait également souhaiter poursuivre l'examen des travaux pertinents qu'ont entrepris les organismes institués par les Nations Unies pour la lutte contre l'apartheid, à savoir le Comité spécial contre l'apartheid, le Groupe des Trois et le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe.

Annexe

25. Le Centre pour les droits de l'homme pourrait offrir à l'Afrique du Sud une assistance technique en matière de droits de l'homme pendant et après la période de transition. Il pourrait être envisagé d'organiser en coopération avec les institutions spécialisées et les services compétents du Secrétariat de l'ONU une série de séminaires sur l'apartheid, qui pourrait être composée comme suit :

- a) Séminaire sur l'apartheid et les enfants, en coopération avec l'UNICEF;
- b) Séminaire sur l'apartheid et les droits des travailleurs, en coopération avec l'OIT;
- c) Séminaire sur l'apartheid et la santé publique, en coopération avec l'OMS;
- d) Séminaire sur l'apartheid, l'éducation et la culture, en coopération avec l'UNESCO;
- e) Séminaire sur l'action en faveur des groupes désavantagés pour une société non raciale en Afrique du Sud.

26. Une réunion interinstitutions pourrait être organisée immédiatement après la proclamation de la troisième décennie, en 1994, en vue de la planification des réunions de travail et autres activités.

B. Action à l'échelon international

27. Au cours des débats menés au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1992, sur la deuxième Décennie, de nombreuses délégations ont exprimé l'inquiétude que leur inspirent les nouvelles formes d'expression du racisme, de la discrimination raciale, de l'intolérance et de la xénophobie dans diverses parties du monde.

28. Les mythes racistes peuvent se manifester ouvertement, comme dans le cas évident de l'apartheid, ou de façon moins apparente, comme dans les cas où, en matière d'emploi, de logement, d'immigration et d'asile, certaines politiques tendent à avoir leurs répercussions les plus négatives sur des gens qui peuvent être distingués en fonction de caractéristiques ethniques ou du fait de leur nationalité. L'opinion publique est en général informée des nouvelles formes d'expression du racisme et de la discrimination raciale à l'encontre des minorités, des groupes ethniques, des travailleurs migrants, des populations autochtones, des nomades, des immigrants et des réfugiés.

Annexe

29. La plus importante contribution à l'élimination de la discrimination raciale sera celle qui résultera des mesures prises par les Etats sur leur propre territoire. L'action internationale menée dans le cadre de tout programme établi au titre de la troisième décennie devrait en conséquence être orientée de manière à aider les Etats à agir efficacement. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale a prescrit des normes à l'intention des Etats et tout le possible doit être fait pour garantir que ces normes soient universellement acceptées et appliquées.

30. L'Assemblée pourrait envisager une action plus efficace pour s'assurer que tous les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale s'acquittent de leurs obligations en matière financière et d'établissement de rapports. On pourrait contrôler et améliorer l'action menée à l'échelon national contre le racisme et la discrimination raciale en chargeant un expert membre du comité d'établir un rapport sur les obstacles rencontrés par les Etats parties dans l'application effective de la Convention et de présenter des suggestions quant aux mesures à prendre pour y remédier.

31. L'Assemblée pourrait souhaiter proposer l'organisation de réunions techniques et séminaires régionaux. Une équipe formée de membres du Comité devrait être invitée à suivre ces manifestations. Il est suggéré que les séminaires et réunions soient organisés autour de différents thèmes et objectifs, à savoir :

a) Séminaire d'évaluation concernant, d'une part, l'expérience acquise en matière d'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et, d'autre part, l'efficacité de la législation et des procédures de recours dont disposent à l'échelon national les victimes du racisme;

b) Séminaire sur la suppression des incitations à la haine et à la discrimination raciales, et notamment sur l'interdiction des activités de propagande et des organisations qui y prennent part;

c) Séminaire sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les institutions, y compris le droit à la réparation des dommages subis du fait de discrimination;

Annexe

d) Séminaire sur la transmission des inégalités d'origine raciale d'une génération à l'autre, notamment en ce qui concerne les enfants des travailleurs migrants et l'apparition de nouvelles formes de ségrégation;

e) Séminaire sur la coopération internationale dans l'élimination de la discrimination raciale, y compris la coopération entre Etats, la contribution des organisations non gouvernementales, des institutions nationales et régionales et des organismes des Nations Unies, et les pétitions aux organes de suivi des traités;

f) Séminaire sur la promulgation de législations nationales pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale visant les groupes ethniques, les travailleurs migrants et les réfugiés (en Europe et en Amérique du Nord);

g) Réunions techniques sur les flux de réfugiés résultant de conflits ethniques ou de la restructuration politique de sociétés pluriethniques en mutation socio-économique (Europe orientale, Afrique et Asie);

h) Stage de formation sur la législation nationale interdisant la discrimination raciale, à l'intention à la fois de ressortissants de pays dotés d'une telle législation et de ressortissants de pays qui n'en sont pas dotés;

i) Des séminaires régionaux sur l'ethnisme, la formation d'une nation et les droits de l'homme pourraient également fournir la possibilité d'élargir les connaissances sur les causes des conflits ethniques actuels, et les participants pourraient chercher les moyens d'y apporter des solutions.

32. L'Assemblée pourrait souhaiter proposer au Département de l'information du Secrétariat de l'ONU de prendre en charge les activités spécifiques qui pourraient être réalisées par les gouvernements et les organisations nationales non gouvernementales pertinentes pour célébrer, le 21 mars de chaque année, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Il y aurait lieu de rechercher le concours des artistes ainsi que des autorités religieuses, des syndicats, des entreprises et des partis politiques en vue de sensibiliser la population aux méfaits du racisme et de la discrimination raciale.

Annexe

33. En coopération avec l'UNESCO et le Département de l'information, l'Assemblée pourrait donner son appui à l'organisation d'un séminaire sur le rôle des médias dans la lutte contre les idées racistes ou dans la diffusion de celles-ci.

34. En coopération avec l'OIT, on pourrait étudier la possibilité d'organiser un séminaire sur le rôle des syndicats dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en matière d'emploi.

35. L'Assemblée générale pourrait envisager de prier l'UNESCO d'accélérer la préparation de matériels pédagogiques et didactiques en vue de promouvoir l'enseignement, la formation et les activités éducatives contre le racisme et la discrimination raciale, une importance particulière étant accordée aux activités relevant de l'enseignement des premier et second degrés.

36. L'Assemblée pourrait également souhaiter demander aux Etats Membres de s'efforcer tout spécialement :

a) De promouvoir l'objectif de non-discrimination dans tous les programmes et politiques en matière d'éducation;

b) D'accorder une attention particulière à l'éducation civique du personnel enseignant. Il est indispensable que les enseignants soient informés des principes et de la teneur essentielle des textes législatifs concernant le racisme et la discrimination raciale ainsi que de la manière de traiter le problème des relations entre enfants appartenant à différentes communautés;

c) D'enseigner l'histoire contemporaine à un âge précoce, en présentant aux enfants une image exacte des crimes commis par les régimes fascistes et autres régimes totalitaires, et plus particulièrement des crimes d'apartheid et de génocide;

d) De faire en sorte que les programmes et manuels scolaires reflètent les principes antiracistes et favorisent l'éducation interculturelle.

C. Action aux échelons national et régional

37. Les questions suivantes pourraient être abordées dans le cadre de l'action à entreprendre aux échelons national et régional : y a-t-il eu quelques modèles nationaux capables d'éliminer efficacement le racisme et

Annexe

les préjugés raciaux et qui puissent être recommandés aux Etats, par exemple, pour l'éducation des enfants, ou des principes d'égalité qui permettent de combattre le racisme visant les travailleurs migrants, les minorités ethniques, les populations autochtones, etc. ? Quelle sorte de programme d'action en faveur des groupes désavantagés existe-t-il aux échelons national et régional pour remédier à la discrimination visant des groupes déterminés ?

38. L'Assemblée générale pourrait souhaiter demander aux Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adopter, de ratifier et d'appliquer les instruments prohibant le racisme et la discrimination raciale, tels que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

39. L'Assemblée pourrait demander aux Etats Membres d'examiner leurs programmes nationaux de lutte contre la discrimination raciale et ses effets en vue d'identifier et de mettre à profit les possibilités de combler les fossés séparant différents groupes, et en particulier d'entreprendre, dans les domaines du logement, de l'éducation et de l'emploi, des programmes du genre de ceux qui ont été couronnés de succès dans la lutte contre la discrimination et la xénophobie.

40. L'Assemblée pourrait recommander aux Etats Membres d'encourager dans les médias la participation de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme originaires de groupes et communautés minoritaires. Les programmes de radiodiffusion et de télévision devraient comporter un nombre accru d'émissions produites par des groupes raciaux et culturels minoritaires ou en coopération avec eux. Les activités multiculturelles des médias devraient être également encouragées lorsqu'elles peuvent contribuer à l'élimination du racisme et de la xénophobie.

41. L'Assemblée pourrait souhaiter demander aux organisations régionales de collaborer étroitement aux efforts des Nations Unies dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Les organisations intergouvernementales s'occupant des questions relatives aux droits de l'homme pourraient mobiliser l'opinion publique de leurs régions

Annexe

respectives contre les méfaits du racisme et des préjugés raciaux visant des groupes raciaux et ethniques désavantagés. Ces institutions pourraient jouer un rôle important en aidant les gouvernements à promulguer une législation nationale contre la discrimination raciale, et promouvoir l'adoption et l'application des conventions internationales. Les commissions régionales des droits de l'homme devraient être invitées à faire largement connaître au public les textes fondamentaux concernant les instruments existants en matière de droits de l'homme.

D. Etudes et recherches fondamentales

42. A long terme, la viabilité du programme des Nations Unies contre le racisme et la discrimination raciale dépendra en partie de la poursuite des recherches sur les causes du racisme et sur les nouvelles manifestations du racisme et de la discrimination raciale. L'Assemblée pourrait souhaiter déterminer l'importance que revêt la préparation d'études sur le racisme. Certains des aspects à étudier sont énumérés ci-dessous :

- a) Application de l'article 2 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Cette étude pourrait aider les Etats à prendre mutuellement connaissance des mesures prises à chaque échelon national pour appliquer la Convention;
- b) Intégration ou préservation de l'identité culturelle dans une société multiraciale;
- c) Droits politiques, notamment en ce qui concerne la participation des divers groupes raciaux aux processus politiques et leur représentation dans les administrations publiques;
- d) Droits civils, notamment en ce qui concerne la migration, la nationalité et la liberté d'expression et d'association;
- e) Mesures éducatives visant à combattre la discrimination et les préjugés raciaux et à faire connaître les principes de l'Organisation des Nations Unies;
- f) Intégration mondiale et question du racisme et de l'Etat-nation;
- g) Mécanisme nationaux de lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les domaines de l'immigration, de l'emploi, des salaires, du logement, de l'éducation et de la propriété des biens.

Annexe

E. Coordination et publication de rapports

43. On se souviendra que dans la résolution par laquelle elle avait proclamé la deuxième Décennie, l'Assemblée avait prié le Conseil économique et social de se charger de l'application du Programme d'action et de l'évaluation des activités s'y rapportant. L'Assemblée pourrait envisager de procéder comme suit pour renforcer la contribution de l'ONU à la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale :

a) Elle chargerait le Conseil économique et social ou la Commission des droits de l'homme, en coopération avec le Secrétaire général, de coordonner les programmes et d'évaluer les activités se rapportant à la troisième décennie;

b) Elle prierait le Secrétaire général de fournir, dans un rapport annuel détaillé qui présenterait une vue d'ensemble de toutes les activités qu'elle aura approuvées, des informations précises sur les activités de lutte contre le racisme afin de rendre plus aisées les tâches de coordination et d'évaluation;

c) La Commission des droits de l'homme établirait un groupe de travail à composition non limitée, ou tout autre dispositif adéquat, qui serait chargé de passer en revue les informations concernant les activités menées dans le cadre de la décennie, en se fondant non seulement sur les rapports annuels mentionnés ci-dessus, mais aussi sur des études et des rapports de séminaires, afin que la Commission puisse formuler des recommandations utiles à l'intention du Conseil économique et social, notamment sur certaines activités et sur l'établissement des priorités.

F. Consultations périodiques à l'échelle du système

44. Chaque année se tiendraient des consultations entre l'ONU, les institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales en vue d'examiner et de planifier des activités se rapportant à la décennie. Le Centre pour les droits de l'homme pourrait, à cette fin, organiser des réunions interinstitutions pour envisager et débattre de nouveaux moyens de renforcer la coordination et la coopération concernant les programmes se rapportant à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Annexe

45. Le Centre pour les droits de l'homme pourrait également resserrer ses liens avec des organisations non gouvernementales de lutte contre le racisme et la discrimination raciale en tenant avec elles des consultations et des réunions d'information. Cela permettrait de les aider à lancer, mettre au point et présenter des propositions concernant cette lutte.

46. Si l'Assemblée approuvait les éléments proposés pour le programme d'action pour la troisième décennie, le Secrétaire général inscrirait les activités à mener au cours de la décennie et les crédits nécessaires à leur réalisation dans les projets de budget-programme devant être présentés tous les deux ans, tout au long de la décennie, à compter de celui relatif à l'exercice biennal 1994-1995."

II.

2. La Commission recommande aussi que les thèmes proposés par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, tels qu'il sont énoncés au paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/CN.4/1993/55) soient inscrits à ce programme.

"15. Le Comité a également examiné la question du lancement d'une troisième décennie de la lutte contre la discrimination raciale et, à cet égard, a pris connaissance d'un document officieux contenant une liste de dix thèmes relatifs à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale établi par un de ses membres. Le Comité a demandé que ce document soit transmis à la Commission afin de servir de base de réflexion pour la programmation des activités d'une éventuelle troisième décennie. Les thèmes suivants ont été proposés :

1. L'éradication de l'incitation à la haine et à la discrimination raciales, y compris l'interdiction de toute activité et de toute organisation tendant à les propager;
2. Le droit à un traitement égal devant les tribunaux et de la part des institutions, y compris l'octroi de réparations pour les dommages subis du fait d'un comportement discriminatoire;
3. Les droits politiques, y compris la participation de divers groupes raciaux à la vie politique et la représentation de ceux-ci dans la fonction publique;

Annexe

4. Les droits civils, y compris les droits à la migration, à la nationalité, à la liberté d'opinion et d'association;
5. Les droits économiques, y compris le droit au travail, à l'activité syndicale et au logement;
6. Les droits sociaux et culturels, y compris le droit à la santé et à l'éducation;
7. Les mesures éducatives tendant à lutter contre la discrimination et les préjugés raciaux et à propager les principes de l'Organisation des Nations Unies;
8. La protection des groupes défavorisés; ce thème peut englober un examen de la situation des peuples autochtones;
9. La transmission d'une génération à l'autre des inégalités raciales, mention étant faite en particulier des enfants des travailleurs migrants et de l'apparition de nouvelles formes de ségrégation;
10. La coopération internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, y compris la coopération entre les Etats, la contribution des organisations non gouvernementales, des institutions nationales et régionales, des organismes des Nations Unies, ainsi que l'envoi de pétitions aux organes chargés de suivre l'application des traités."

III.

3. La Commission recommande en outre d'étudier la possibilité d'inscrire aussi les thèmes suivants :
 - L'intolérance religieuse;
 - Xénophobie;
 - Le rôle des institutions nationales dans la promotion et la protection des droits de l'homme.
